

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-133**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**URBANISME**

**Objet : SA ELIT - MODIFICATION DES STATUTS**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Considérant que pour répondre aux besoins d'intérêt général du territoire de la communauté d'agglomération THAU AGGLO, il y a nécessité pour la société d'économie mixte SA ELIT d'intervenir en partenariat avec d'autres acteurs économiques comme, par exemple, les opérateurs de promotion immobilière par la prise de participation en capital dans des sociétés de projet commune de nature commerciale ou civile.

Considérant que les statuts de la SA ELIT ne prévoient pas une telle possibilité et qu'il conviendrait par voie de conséquences d'en modifier l'article 2 – OBJET –.

Considérant que par délibération de son conseil d'administration, la SA ELIT a approuvé le principe de cette modification des statuts l'autorisant à prendre des participations minoritaires ou majoritaires dans le capital de sociétés commerciales ou de sociétés civiles notamment immobilières dans le respect de la réglementation en vigueur.

Considérant que suivant les termes de l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, en conformité avec les dispositions des statuts de la société concernant leur modification (*article 34*), la ville de SETE en sa qualité d'actionnaire, doit approuver préalablement cette modification avant que l'assemblée générale des actionnaires ne se prononce.

Il est donc proposé d'insérer à l'article 2 des statuts l'alinéa suivant, la société a pour objet de : « e) *Prendre des participations financières minoritaires ou majoritaires dans le capital de sociétés commerciales ou de sociétés civiles notamment immobilière dans le respect de la réglementation en vigueur.* »

Considérant que l'article 2 – OBJET – des statuts serait désormais rédigé comme suit :

« La société a pour objet de :

- a) *Procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations d'aménagement et de leurs équipements complémentaires, de tous projets se rapportant au développement touristique et économique des collectivités locales ou leurs groupements susceptibles de répondre aux besoins de la population permanente ou saisonnière.*
- b) *Procéder à l'étude d'immeubles.*
- c) *Exploiter, entretenir et mettre en valeur sur le territoire des collectivités ou groupements de collectivités, des équipements publics, services publics et annexes, y compris d'ordre sanitaire et social, présentant un intérêt pour le développement touristique et économique et exercer toutes activités complémentaires ou concourant à leur bon fonctionnement.*
- d) *Apporter, à la demande des collectivités territoriales ou leurs groupements, son assistance à tous organismes liés à celles-ci et exerçant leur activité dans les domaines définis ci-dessus.*
- e) *Prendre des participations financières minoritaires ou majoritaires dans le capital de sociétés commerciales ou de sociétés civiles notamment immobilière dans le respect de la réglementation en vigueur*
- f) *Promouvoir et coordonner les activités des organismes et services publics concourant au développement économique des collectivités ou groupements de collectivités. La société exercera les activités ci-dessus mentionnées tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui. Elle pourra en particulier exercer ces activités dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de service, d'affermage ou de concessions de services publics et d'activités annexes ou d'aménagement.*

*D'une manière plus générale, la société pourra accomplir toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. »*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**AUTORISE**

la société SA ELIT à prendre des participations en capital dans des sociétés de projet de nature commerciale ou civile pour les besoins d'intérêt général du territoire de la communauté d'agglomération ;

**APPROUVE**

la modification des statuts correspondante par l'ajout de l'alinéa suivant à l'article 2 – OBJET – la société pourra « e) *Prendre des participations financières minoritaires et majoritaires dans le capital de sociétés de nature commerciale ou civile notamment immobilières dans le respect de la réglementation immobilières.* ».

**AUTORISE**

le Sénateur-Maire à signer tout document se rapportant à la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,  
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-134**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**URBANISME**

**Objet :** PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES -  
CENTRE VILLE - IMMEUBLES CADASTRES AO 324 , 325, 328, 329 (33 ET 35  
RUE GARENNE, 45 ET 47 GRANDE RUE HAUTE) DEFINITION DU  
PROGRAMME DES TRAVAUX ET SOLlicitATION DE L'ORGANISATION D'UNE  
ENQUETE PARCELLAIRE (DUP ILOT SAINT LOUIS)

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a engagé la phase opérationnelle du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens dégradés « PNRQAD Centre-ville » en confiant le suivi et l'animation de l'Opération de Restauration Immobilière à la SA d'Equipeement du Littoral de Thau (SA ELIT) dans le cadre de la Concession d'Aménagement signée en date du 16 Avril 2013, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 12 Mars 2013, visée le 24 Avril 2013 par la Préfecture de l'Hérault.

Cette démarche en faveur de la Restauration Immobilière est menée grâce à la mise en œuvre de moyens à la fois incitatifs et coercitifs.

Dans le cadre du volet incitatif il s'agit en particulier de l'octroi des aides financières mobilisées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) créée sur le secteur, et également des déductions fiscales accordées dans le cadre du régime fiscal « Malraux ».

Dans le cadre du volet coercitif, sur le fondement du PNRQAD et des Déclarations d'Utilité Publique (DUP), il est permis de prescrire l'exécution des travaux de Restauration immobilière aux propriétaires concernés, sous contrainte de délai, avec la faculté le cas échéant de poursuivre la procédure jusqu'à leur expropriation et réaliser les dits travaux en leur lieu et place.

Par l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique n° 2014-I-309 du 25 Février 2014 / (DUP Saint-Louis), Monsieur le Préfet a déclaré d'utilité publique les travaux de restauration immobilière du PNRQAD Centre-Ville, pour le secteur de l'ilot Saint-Louis délimité dans cette concession.

L'animation menée par la SA ELIT, en sa qualité de concessionnaire de la Ville de Sète, sur l'ilot Saint-Louis n'a pas permis d'obtenir amiablement l'engagement des propriétaires sur la réalisation des travaux de restauration sur les immeubles situés dans le périmètre de la déclaration d'Utilité Publique Ilot Saint-Louis.

Les quatre immeubles concernés sont cadastrés :

- AO324 situé 33 rue Garenne
- AO325 situé 35 rue Garenne
- AO329 situé 45 Grande Rue Haute
- AO328 situé 47 Grande Rue Haute

L'état de dégradation de ces immeubles s'est progressivement accentué, rendant indispensable leur restauration complète.

En conséquence, en application de l'article L.313-4-2 du Code de l'Urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter définitivement le programme des travaux de restauration immobilière déclarés d'Utilité Publique par l'Arrêté Préfectoral du 25 Février 2014 (n° 2014-I-309) repris dans les dossiers joints et de fixer à 18 mois leur délai d'exécution.

Il est également proposé au Conseil Municipal d'approuver le coût prévisionnel estimatif des travaux portés dans les dossiers joints.

Il convient par la suite de mettre à l'enquête parcellaire les travaux portant sur ces immeubles.

A cette occasion, dans le respect des dispositions des articles L.313-4-2 et R.313-27 du Code de l'Urbanisme et du titre III du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, seront notifiés :

- A chaque propriétaire
  - d'une part le dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie
  - d'autre part le programme détaillé des travaux à réaliser sur les bâtiments et les terrains d'assiette qui lui incombent
- Et aux Syndicats des Copropriétaires
  - les travaux intéressant les seules parties communes.

En application des articles L.313-4-2 et R.313-28 du Code de l'Urbanisme les propriétaires concernés pourront éviter la mise en cessibilité de l'immeuble, en prenant l'engagement lors de l'Enquête Parcellaire d'exécuter, dans le délai déterminé, les travaux de restauration objet de la Déclaration d'Utilité Publique. A défaut un Arrêté de Cessibilité sera pris, permettant l'expropriation des propriétés concernées.

En conséquence de ce qui précède, il convient de demander à Monsieur le Préfet d'organiser une Enquête Parcellaire portant sur les immeubles concernés dans les conditions notamment des articles R.131-1 et R.131-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Dans son Arrêté Préfectoral, Monsieur le Préfet désignera notamment le Commissaire Enquêteur et précisera les dates et la durée de l'enquête.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**ARRETE**

le programme des travaux de Restauration Immobilière et les délais d'exécution contenus dans les dossiers joints portant sur les immeubles visés par l'Arrêté Préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique 25 Février 2014 (n° 2014-I-309) / (DUP Saint-Louis) cadastrés :

- AO324 situé 33 rue Garenne
- AO325 situé 35 rue Garenne
- AO329 situé 45 Grande Rue Haute
- AO328 situé 47 Grande Rue Haute

**APPROUVE**

le dossier d'Enquête Parcellaire joint,

**SOLLICITE**

de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'organisation d'une Enquête Parcellaire de Restauration Immobilière soumise aux dispositions des Articles L.313-4-2 et suivants du Code de l'Urbanisme sur les immeubles cadastrés :

- AO324 situé 33 rue Garenne
- AO325 situé 35 rue Garenne
- AO329 situé 45 Grande Rue Haute
- AO328 situé 47 Grande Rue Haute

**AUTORISE**

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, conformément à l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités territoriales.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-135**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**URBANISME**

**Objet :** PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES -  
CENTRE VILLE - IMMEUBLES CADASTRES AO 685, 687, ET 689 ( 57, 61 ET 65  
RUE JEAN JAURES) DEFINITION DU PROGRAMME DES TRAVAUX ET  
SOLLICITATION DE L'ORGANISATION D'UNE ENQUETE PARCELLAIRE (DUP  
ILOT JEAN JAURES)

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a engagé la phase opérationnelle du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens dégradés « PNRQAD Centre-Ville » en confiant le suivi et l'animation de l'Opération de Restauration Immobilière à la SA d'Equipeement du Littoral de Thau (SA ELIT) dans le cadre de la Concession d'Aménagement signée en date du 16 Avril 2013, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 12 Mars 2013, visée le 24 Avril 2013 par la Préfecture de l'Hérault.

Cette démarche en faveur de la Restauration Immobilière est menée grâce à la mise en œuvre de moyens à la fois incitatifs et coercitifs.

Dans le cadre du volet incitatif, il s'agit en particulier de l'octroi des aides financières mobilisées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) créée sur le secteur, et également des déductions fiscales accordées dans le cadre du régime fiscal « Malraux ».

Dans le cadre du volet coercitif, sur le fondement du PNRQAD et des Déclarations d'Utilité Publique (DUP), il est permis de prescrire l'exécution des travaux de Restauration immobilière aux propriétaires concernés, sous contrainte de délai, avec la faculté le cas échéant de poursuivre la procédure jusqu'à leur expropriation et réaliser les dits travaux en leur lieu et place.

Par un Arrêté Préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique n° 2013-I-3793 du 23 Avril 2013 / (DUP Jaurès), Monsieur le Préfet a déclaré d'Utilité Publique les travaux de restauration immobilière du PNRQAD Centre-Ville, pour le secteur de L'ilot Jean Jaurès délimité dans cette concession.

L'animation menée par la SA ELIT en sa qualité de concessionnaire de la Ville de Sète sur l'ilot Jean Jaurès n'a pas permis d'obtenir amiablement l'engagement des propriétaires sur la réalisation des travaux de restauration sur les immeubles situés dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique Ilot Jean Jaurès.

Les trois immeubles sont cadastrés :

- AO685 situé 57 rue Jean Jaurès
- AO687 situé 61 rue Jean Jaurès
- AO689 situé 65 rue Jean Jaurès

L'état de dégradation de ces immeubles s'est progressivement accentué, rendant indispensable leur restauration complète.

En conséquence, en application de l'article L.313-4-2 du Code de l'Urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter définitivement le programme des travaux de restauration immobilière déclarés d'Utilité Publique par l'Arrêté Préfectoral du 23 Avril 2013 (n° 2013-I-3793) repris dans les dossiers joints et de fixer à 18 mois leur délai d'exécution.

- AO685 situé 57 rue Jean Jaurès
- AO687 situé 61 rue Jean Jaurès
- AO689 situé 65 rue Jean Jaurès

Et de fixer à 18 mois leur délai d'exécution.

Il est proposé également au Conseil Municipal d'approuver le coût prévisionnel estimatif des travaux portés dans les dossiers joints.

Par la suite, il convient de mettre à l'enquête parcellaire les travaux portant sur ces immeubles

A cette occasion, dans le respect des dispositions des articles L.313-4-2 et R.313-27 du Code de l'Urbanisme et du titre III du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, seront notifiés :

à chaque propriétaire :

- d'une part, le dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie
- d'autre part le programme détaillé des travaux à réaliser sur les bâtiments et leurs terrains d'assiette qui lui incombe

et aux Syndicats des Copropriétaires,

- les travaux intéressant les seules parties communes.

En application des articles L.313-4-2 et R.313-28 du Code de l'Urbanisme les propriétaires concernés pourront éviter la mise en cessibilité des immeubles, en prenant l'engagement lors de l'Enquête Parcellaire d'exécuter, dans le délai déterminé, les travaux de restauration objet de la Déclaration d'Utilité Publique. A défaut un Arrêté de Cessibilité sera pris, permettant l'expropriation des propriétés concernées.

En conséquence, de ce qui précède, il convient de demander à Monsieur le Préfet d'organiser une Enquête Parcellaire portant sur l'immeuble concerné dans les conditions notamment des articles R.131-1 et R.131-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Dans son Arrêté Préfectoral, Monsieur le Préfet désignera notamment le Commissaire Enquêteur et précisera les dates et la durée de l'enquête.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**ARRETE** le programme des travaux de Restauration Immobilière et les délais d'exécution contenus dans les dossiers joints portant sur les immeubles visés par l'Arrêté Préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique du 23 Avril 2013 (n° 2013-I-3793) / (DUP Ilot Jean Jaurès) cadastrés :

- AO685 situé 57 rue Jean Jaurès
- AO687 situé 61 rue Jean Jaurès
- AO689 situé 65 rue Jean Jaurès

**APPROUVE** le dossier d'Enquête Parcellaire joint,

**SOLLICITE** de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'organisation d'une Enquête Parcellaire de Restauration Immobilière soumise aux dispositions des Articles L.313-4-2 et suivants du Code de l'Urbanisme sur les immeubles cadastrés :

- AO685 situé 57 rue Jean Jaurès
- AO687 situé 61 rue Jean Jaurès
- AO689 situé 65 rue Jean Jaurès

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, conformément à l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités territoriales.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.**  
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-136**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

URBANISME

**Objet :** PERIMETRE DE RESTAURATION IMMOBILIERE ILE SUD -IMMEUBLE  
CADASTRE AM 138 (14,RUE LAZARE CARNOT) DEFINITION DU PROGRAMME  
DES TRAVAUX ET SOLlicitation DE L'ORGANISATION D'UNE ENQUETE  
PARCELLAIRE (DUP N° 5)

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a engagé la phase opérationnelle du Périmètre de Restauration Immobilière (PRI) « Ile Sud » en confiant le suivi et l'animation de ce dispositif à la SA d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT) dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2002, visée le 4 octobre 2002 par la Préfecture de l'Hérault.

La durée de cette Convention Publique d'Aménagement a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2016, lors de son avenant n°6, et approuvée par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2013, visée le 20 décembre 2013 par la Préfecture de l'Hérault.

Cette démarche en faveur de la Restauration Immobilière est menée grâce à la mise en œuvre de moyens à la fois incitatifs et coercitifs.

Dans le cadre du volet incitatif, il s'agit en particulier de l'octroi des aides financières mobilisées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH RU) créée sur le secteur, et également des déductions fiscales accordées dans le cadre du régime fiscal « Malraux ».

Dans le cadre du volet coercitif, sur le fondement du PNRQAD et des Déclarations d'Utilité Publique (DUP), il est permis de prescrire l'exécution des travaux de restauration immobilière aux propriétaires concernés, sous contrainte de délai, avec la faculté le cas échéant de poursuivre la procédure jusqu'à leur expropriation et réaliser les dits travaux en leur lieu et place.

Par Arrêté Préfectoral n° 2012-I-196 du 25 Janvier 2012 (DUP n°5), Monsieur le Préfet a déclaré d'Utilité Publique les travaux de Restauration Immobilière du PRI Ile Sud.

L'animation menée par la SA ELIT, en sa qualité de concessionnaire de la Ville de SETE, sur le PRI Ile Sud de Sète n'a pas permis d'obtenir amiablement l'engagement des propriétaires sur la réalisation des travaux de restauration sur l'immeuble du 14 rue Lazare Carnot cadastré AM 138, situé dans le périmètre de la Déclarations d'Utilité Publique N° 5 du PRI Ile Sud.

L'état de dégradation de cet immeuble s'est progressivement accentué du fait d'une situation de péril non imminent avec interdiction d'habiter du 19 mars 2008 (arrêté municipal n° A-20080018), rendant indispensable sa restauration complète.

En conséquence, en application de l'article L.313-4-2 du Code de l'Urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter définitivement le programme des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique par l'Arrêté Préfectoral du 25 Janvier 2012 (n° 2012-I-196) de l'immeuble cadastré AM 138 situé au 14 rue Lazare Carnot à Sète et de fixer à 18 Mois leurs délais d'exécution.

Il est proposé également au Conseil Municipal d'approuver le coût prévisionnel estimatif des travaux portés dans les dossiers joints.

Par la suite, il convient de mettre à l'enquête parcellaire les travaux portant sur cet immeuble.

A cette occasion, dans le respect des dispositions des articles L.313-4-2 et R.313-27 du Code de l'Urbanisme et du titre III du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, seront notifiés :

- à chaque propriétaire :
  - d'une part, le dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie
  - d'autre part le programme détaillé des travaux à réaliser sur les bâtiments et leurs terrains d'assiette qui lui incombe
- et aux Syndicats des Copropriétaires,
  - les travaux intéressant les seules parties communes.

En application des articles L.313-4-2 et R.313-28 du Code de l'Urbanisme les propriétaires concernés pourront éviter la mise en cessibilité de l'immeuble, en prenant l'engagement lors de l'Enquête Parcellaire d'exécuter, dans le délai déterminé, les travaux de restauration objet de la Déclaration d'Utilité Publique. A défaut un Arrêté de Cessibilité sera pris, permettant l'expropriation des propriétés concernées.

En conséquence, de ce qui précède, il convient de demander à Monsieur le Préfet d'organiser une Enquête Parcellaire portant sur l'immeuble concerné dans les conditions notamment des articles R.131-1 et R.131-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Dans son Arrêté Préfectoral, Monsieur le Préfet désignera notamment le Commissaire Enquêteur et précisera les dates et la durée de l'enquête.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**ARRETE** le programme des travaux de Restauration Immobilière et les délais d'exécution contenus dans les dossiers joints portant sur l'immeuble visé par l'Arrêté Préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique du 25 Janvier 2012 (n° 2012-I-196) / (DUP n°5) et cadastré :  
• AM138 situé 14 rue Lazare Carnot à Sète

**APPROUVE** le dossier d'Enquête Parcellaire joint,

**SOLLICITE** de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'organisation d'une Enquête Parcellaire de Restauration Immobilière soumise aux dispositions des Articles L.313-4-2 et suivants du Code de l'Urbanisme sur l'immeuble cadastré AM138 situé 14 rue Lazare Carnot à Sète,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, conformément à l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités territoriales.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.  
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-137**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**URBANISME**

**Objet :** PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES -  
OPERATION D'AMENAGEMENT CARAUSSANE - VERSEMENT D'UNE  
INDEMNITE COMPLEMENTAIRE A MONSIEUR EL KADIRI AU 4, RUE DE LA  
CARAUSSANE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le Programme de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés prévoit la réalisation d'une opération d'aménagement rue Carausane et notamment son élargissement entre les rues Louis Ramond et Raymond Lefèvre.

Cette opération a été présentée à la population lors d'une réunion publique organisée le 9 mars 2012. Une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération s'est déroulée du 21 octobre au 22 novembre 2013, conjointement à une enquête parcellaire. Les différentes concertations menées avec la population et les propriétaires directement concernés par les travaux n'ont relevé aucune opposition à la nécessité d'élargir la rue.

A la suite de l'enquête publique, Monsieur le Préfet de l'Hérault a pris en date du 25 février 2014 l'arrêté n°2014 – I – 310 de DUP et de cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à l'aménagement de la rue Caraussane, au profit de la ville de Sète. L'arrêté de cessibilité a, conformément à la législation, été prorogé une première fois le 7 août 2014, et une seconde fois le 2 février 2015.

L'opération nécessite la maîtrise foncière des quinze logements situés entre les numéros 4 et 16bis de la rue, dont huit ont déjà été acquis par la commune dans le cadre de l'exercice de son droit de préemption ou au terme de négociations à l'amiable.

Par la délibération D-2014-209 du 27 juillet 2014, le conseil municipal a approuvé la passation d'une convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF L-R) afin que ce dernier poursuive, pour le compte de la Ville, les acquisitions foncières nécessaires à l'opération.

L'EPF L-R, au terme de négociations à l'amiable, est devenu propriétaire dans ce cadre de deux logements supplémentaires.

Un nouvel accord a été trouvé avec M. et Mme Bouazza EL KADIRI pour l'acquisition du lot de logement n°4 sis 8 rue de la Caraussane sur la parcelle cadastrale AP 100, d'une superficie de 22,5 m², pour un montant de 27 500 €, comprenant une indemnité complémentaire de 3 409 €, conformément à l'estimation de France Domaines du 21 avril 2015.

L'arrêté de DUP et de cessibilité ayant été pris au bénéfice de la Ville, il lui appartient de régler l'indemnité complémentaire, conformément à la réglementation en vigueur.

La maîtrise foncière de ce lot est indispensable à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement Caraussane, inscrite dans le Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés.

L'offre d'acquisition est conforme à l'estimation de la Brigade d'évaluation des Domaines.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**AUTORISE**

Monsieur le Maire ou son représentant, à engager le paiement d'une indemnité complémentaire au profit de M. et Mme Bouazza EL KADIRI d'un montant de 3 409 € pour l'acquisition par l'EPF-LR du bien désigné.

**DECIDE**

Que la dépense de 3 409 € sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville

Nature : 2115


Fonction : 820

service : URBA

Opération : 11001

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
Secrétaire Générale Adjointe des Services  
  
Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

*Secrétariat Général*

*Tél. : 04 99 04 70 32*

*Fax : 04 67 74 98 44*

*E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr*



EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-138**

## CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

### GESTION DU PATRIMOINE

**Objet :** CREATION DE JARDINS PARTAGES - ACQUISITION DE LA PARCELLE BI 301  
AUPRES DE MONSIEUR JOSEPH ASCENSIO

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Sollicitée par de nombreux habitants, la ville de Sète a depuis plusieurs années, un projet de création de jardins partagés, (25 parcelles environ) à proximité du quartier de l'Île de Thau.

En effet, un tel projet contribuerait à favoriser la mixité des publics au travers d'une pratique de maraîchage laquelle pourrait répondre aux objectifs du Contrat de Ville 2015/2020.

A cet effet, les services municipaux ont contacté M. Joseph ASCENSIO, représentant de l'indivision, propriétaire de la parcelle cadastrée section BI n° 301.

Cette parcelle de terrain, à l'origine cultivée par son propriétaire et aujourd'hui libre d'occupation, est d'une superficie totale de 1679 m<sup>2</sup> et située au 37 rue des Rouges Gorges à SETE.

Les services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale de cette parcelle à 75000€ avec une marge de négociation de + ou – 10%.

Un accord est intervenu avec le représentant de l'indivision sur la base de 100 000 €, la Ville prenant en charge l'ensemble des frais y afférant (frais de notaire d'un montant de 3 000 € environ).

Ce montant est justifié par la situation géographique de ce terrain, et par l'absence des biens de nature équivalente dans le secteur concerné par la création de jardins partagés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**ADOpte**

le principe de cette acquisition au prix de 100 000€, frais de notaire en sus

**Autorise**

Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,


**Decide**

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet.  
Nature 2111                      Fonction 020                      Service : PAT

**DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-139**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**GESTION DU PATRIMOINE**

**Objet : CESSIION DE DEUX PARCELLES DE TERRAIN A LA PLAGETTE A MONSIEUR PEREZ**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire de 2 parcelles de terrain à La Plagette, 19, rue de la Clavière, cadastrées Section BD N° 483 et 485 pour une emprise totale de 3 m².

Monsieur André PEREZ, propriétaire de la parcelle attenante 19, rue de la Clavière cadastrée Section BD N° 258 a sollicité l'acquisition des parcelles précitées.

Monsieur Michel ZANON qui est le riverain mitoyen s'est déclaré ne pas être intéressé par cette acquisition.

Les Services de France Domaine ont procédé à leur évaluation et ont estimé la valeur vénale des biens à 90 € le m² sans marge d'appréciation.

Un accord est intervenu sur la base de 300€, l'ensemble des frais inhérents à cette transaction sera pris en charge par l'acquéreur.

Ces parcelles ne présentant aucune utilité pour la Ville, je vous propose d'accéder à la demande de M. André PEREZ.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**DECIDE** de la vente de ces parcelles à M. André PEREZ au prix sus mentionné,

**AUTORISE** Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,

**AUTORISE** Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de cette cession, recette qui sera inscrite au Budget sous l'imputation :  
**Nature : 775                      Fonction : 020                      Service : PAT.**

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.  
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Anne Goudou".

Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-140**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**GESTION DU PATRIMOINE**

**Objet :** CESSIION DE DELAISSES DE PARCELLES POUR LA REGULARISATION AU PROFIT DE PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT "LES REFLETS DE SETE" - PEILLON-PRAT, MAGNEA, JURKOWSKI, VAYRON DE LA MOUREYRE, BUREL, CHALUT-NATAL

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire des voies de circulations du groupe d'habitations et du Lotissement « Les Reflets de Sète » et plus précisément de la rue des Reflets et de l'impasse de l'ardent sur lesquels ont été constatées des irrégularités liées au non respect par certains propriétaires des limites cadastrales de leurs parcelles.

Afin de régulariser cette situation, la Ville leur a proposé l'acquisition des parcelles suivantes qu'ils ont acceptée :

- une parcelle d'une superficie de 2 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 525 à Mme Geneviève MAGNEA pour un montant de 240 €
- une parcelle d'une superficie de 2 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 527 à Mme Martine PEILLON et Robert PRAT pour un montant de 240 €
- une parcelle d'une superficie de 5 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 172 à Mme et M. JURKOWSKI Joseph pour un montant de 600 €.
- une parcelle d'une superficie de 7 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 528 à Mme Véronique VAYRON DE LA MOUREYRE pour un montant de 840 €.
- une parcelle d'une superficie de 11 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 452 à Mme et M. Rolland BUREL pour un montant de 1 320 €
- une parcelle d'une superficie de 4 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 457 à Mme et M. Jean-Louis CHALUT-NATAL pour un montant de 480 €.

Les biens du domaine public cédés à des personnes privées doivent faire l'objet au préalable d'une désaffectation et d'un déclassement décidés par le conseil municipal.

En vertu de l'alinéa 2 de l'article L 141-3 du code de la voirie routière, le déclassement d'une voie ou d'une partie d'une voie communale est dispensé d'enquête publique préalable si ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En l'espèce, la cession des parcelles issues du domaine public ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation.

Les frais afférents à la présente transaction (notaire et géomètre) incomberont à la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**DECIDE** de désaffecter et déclasser les parcelles précitées

**DECIDE** la cession des parcelles suivantes :

- parcelle d'une superficie de 2 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 525 cédée à Mme Geneviève MAGNEA pour un montant de 240 €
- parcelle d'une superficie de 2 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 527 cédée à Mme Martine PEILLON et Robert PRAT pour un montant de 240€
- parcelle d'une superficie de 5 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 172 cédée à Mme et M. JURKOWSKI Joseph pour un montant de 600 €
- parcelle d'une superficie de 7 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 528 cédée à Mme Véronique VAYRON DE LA MOUREYRE pour un montant de 840 €
- Une parcelle d'une superficie de 11 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 452 à Mme et M. Rolland BUREL pour un montant de 1 320 €
- Une parcelle d'une superficie de 4 m<sup>2</sup> située au droit de la parcelle BL 457 à Mme et M. Jean-Louis CHALUT-NATAL pour un montant de 480€.

**AUTORISE** le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

**AUTORISE**

le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente sous l'imputation :  
Nature 775 - fonction 020 - service PAT

**DECIDE**

que toute la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget 2015 de la Ville sous l'imputation :  
Nature 62269 – Fonction 020 – Service PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-141**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**GESTION DU PATRIMOINE**

**Objet :** VENTE AUX ENCHERES DE VEHICULES - AUTORISATION DONNEE AU  
SENATEUR-MAIRE POUR LA SIGNATURE DES ACTES PORTANT SUR LA  
VENTE DE BIENS SUPERIEURS A 4600 EUROS

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire de nombreux véhicules qu'elle a acquis au fil des ans, afin de permettre aux différents services techniques et administratifs d'exercer leurs activités.

Lorsque des véhicules ne sont plus utiles aux services dans l'accomplissement de leur mission, il est proposé de les vendre aux enchères publiques. Pour ce faire des appels d'offres sont lancés afin de désigner la salle des ventes mandatée pour réaliser les ventes envisagées.

Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros selon l'article L 2122-22 10ème alinéa du CGCT.

En conséquence, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de donner délégation au Maire pour signer tous les documents nécessaires à la passation des actes de vente d'une valeur qui dépasserait 4600 euros.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**AUTORISE**

la vente aux enchères publiques de véhicules par l'intermédiaire des salles de ventes désignées à l'issue de consultations dans le cadre des marchés publics

**AUTORISE**

la sortie de l'inventaire des biens pouvant être concernés

**AUTORISE**

le Sénateur-Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ces ventes

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-142**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**SPORTS**

**Objet :** OPERATION "BOUGEZ - RAMEZ" - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC LA MUTUALITE FRANCAISE LANGUEDOC ROUSSILLON - AUTORISATION DE RECETTES

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

L'évolution de la société (transport, télévision, informatique, jeux vidéo...) a considérablement modifié notre mode de vie et tout particulièrement celui des enfants et des adolescents. Cela a eu pour conséquence d'accentuer leur sédentarité avec les risques inhérents à celle-ci notamment l'obésité au détriment d'une activité physique pourtant bénéfique pour leur santé.

Aussi, la Ville de Sète, dans le cadre des Politiques de santé publique et notamment le Plan National Nutrition Santé (PNNS), en partenariat avec l'Education Nationale, l'association « L'AVIRON SETOIS » et Sodexo ont décidé de sensibiliser tous les élèves de CM2 aux bienfaits de l'activité physique et d'une bonne alimentation.

Cette opération « Bougez-Ramez » qui a consisté à proposer aux élèves un dispositif ludique pour susciter leur intérêt et les encourager à s'engager dans une activité physique régulière et à adopter

une alimentation équilibrée s'est déroulée sous forme d'ateliers en deux séances de deux journées les 4 et 5 et 18 et 19 mai derniers.

La mutualité française Languedoc Roussillon, par son action dans le domaine de la prévention, s'inscrivant dans cette politique, a souhaité s'associer à cette opération en proposant une contribution financière de 3 000 €uros.

En contrepartie, la Ville s'est engagée à relayer ce partenariat sur tous ses supports de communication.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer la convention annexée ou tout document s'y rapportant

**AUTORISE** le trésorier municipal à faire recette le moment venu

Nature : 7478

Fonction : 415

SERVICE : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-143**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**SPORTS**

**Objet :** COURSE AU LARGE EN SOLITAIRE GENERALI SOLO - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION "CLASSE FIGARO BENETEAU"

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

La S.A.S. PEN DUICK et l'association « Classe Figaro Bénéteau » organisent la course au large en solitaire GENERALI SOLO (seul challenge de course en solitaire en Méditerranée). La Ville a eu l'opportunité, en 2013, d'accueillir l'arrivée de la course. Les organisateurs, satisfaits de l'accueil qui leur a été réservé et du déroulement de la manifestation, ont contacté la Ville pour organiser cette année le départ de la nouvelle édition qui aura lieu du 14 au 20 septembre 2015.

Fort du succès populaire de la précédente manifestation, la Ville a donné son accord. A cette occasion, des animations qui s'étaleront sur les 6 jours seront organisées sur le plan d'eau de SETE avec notamment l'arrivée des bateaux le 14 ; l'ouverture du village le 16 ; le Grand prix du Languedoc les 17, 18 et 19 avec le dernier jour la remise des prix et le départ de la course le 20 septembre.

Cet évènement concourra à faire de SETE un port de référence en termes d'accueil de grands évènements nautiques, les courses au large ayant un impact médiatique grandissant. Il pourrait ainsi à l'avenir se pérenniser et faire de la Ville un site incontournable de la course au large en Méditerranée.

Il s'inscrit dans le projet de développement du nautisme et participera à la promotion de la Ville par la couverture médiatique dont il fait l'objet.

Par ailleurs, cette manifestation contribuera à l'animation de la ville et assurera des retombées économiques substantielles, en cette période de l'année, pour le commerce local en attirant un public de passionnés mais aussi de simples curieux.

En conséquence, la ville, soucieuse de son développement économique et souhaitant renforcer son attractivité au-delà de la saison touristique, a décidé d'allouer à l'association « Classe Figaro Bénéteau » une subvention de 10 000 €, au titre de sa participation à l'organisation de cette manifestation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

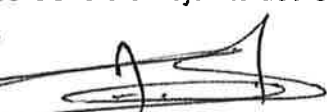

**ADOPTE** cette subvention de 10 000 €

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer la convention annexée et tout document s'y rapportant,

**DECIDE** que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :  
Nature : 6745 Fonction : 415 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.  
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-144**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**FINANCES**

**Objet : SUPPRESSION REGIES DE RECETTES ET D'AVANCES DES CHALETS SAINT HUGUES - CODE 105 ET 216**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122 – 22 et L. 2122-23, et les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes et des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

**VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaires des régisseurs,

**VU** l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** l'instruction codificatrice n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 Avril 2015 donnant délégation au Maire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, subdélégation au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au Deuxième Adjoint pour créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

**VU** la décision du maire en date du 30 Septembre 1996 portant création de la régie d'avances et de recettes « Chalets Saint-Hugues » au service Enfance-Jeunesse,

**CONSIDERANT** que la Ville de Sète a prononcé le déclassement du Domaine Public Communal de l'ensemble immobilier « les Chalets St Hugues » par délibération D-2015-077 du 27 avril 2015, et par ce fait la fermeture de cet établissement,

Il convient donc de supprimer les régies d'avances et de recettes des Chalets Saint-Hugues.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**PREND ACTE**

de la non pertinence du maintien de ces régies.

**AUTORISE**

le Maire ou son représentant à procéder à la clôture des régies d'avances et de recettes des Chalets Saint-Hugues.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-145**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**FINANCES**

**Objet : SUPPRESSION REGIE DE RECETTES ACCUEIL DE LOISIRS SANS  
HEBERGEMENT - CODE 217**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122 – 22 et L. 2122-23, et les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes et des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

**VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaires des régisseurs,

**VU** l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** l'instruction codificatrice n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 Avril 2015 donnant délégation au Maire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, subdélégation au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au Deuxième Adjoint pour créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

**VU** la décision du maire en date du 3 Mai 2001 portant création de la régie de recettes du Centre de loisirs sans hébergement code 217,

**VU** la décision du maire L-2013-0111 modifiant la régie de recettes du Guichet Unique,

**CONSIDERANT** que la perception des droits relatifs aux inscriptions et participations des familles à l'accueil de loisirs sans hébergement « ALSH » est assurée par la régie du « GUICHET UNIQUE » code 228, service CITOYENNETE, depuis le 14 Mars 2013.

Cette perception n'est donc plus assurée par la régie de recettes code 217 du service Enfance-Jeunesse.

Il convient donc de supprimer cette dernière.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**PREND ACTE**

de la non pertinence du maintien de cette régie.

**AUTORISE**

le Maire ou son représentant à procéder à la clôture de la régie de recettes Accueil de loisirs sans hébergement « ALSH » -code 217 du service Enfance-Jeunesse.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-146**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**FINANCES**

**Objet : SUPPRESSION REGIE DE RECETTES "ACTIVITES A LA CARTE" - CODE 222**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122 – 22 et L. 2122-23, et les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes et des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

**VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaires des régisseurs,

**VU** l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** l'instruction codificatrice n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 avril 2015 donnant délégation au Maire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, subdélégation au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au Deuxième Adjoint pour créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

**VU** la décision du maire en date du 22 Juin 1998 portant création de la régie de recettes « Activités à la carte » code 222 au service Enfance-Jeunesse,

**VU** la décision du maire L-2013-0111 modifiant la régie de recettes du Guichet Unique,

**CONSIDERANT** que la perception des droits relatifs aux activités socio-éducatives « à la carte » est assurée par la régie du « GUICHET UNIQUE » code 228, service CITOYENNETE depuis le 4 octobre 2011.

Cette perception n'est donc plus assurée par la régie de recettes code 222 « Activités à la carte » du service Enfance-Jeunesse.

Il convient donc de supprimer cette dernière.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**PREND ACTE** de la non pertinence du maintien de cette régie.

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à procéder à la clôture de la régie de recettes « Activités à la carte » - code 222 du service Enfance-Jeunesse.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*



EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-147**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**MARCHES PUBLICS**

**Objet :** RESTRUCTURATION ET REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE PAUL  
LANGEVIN - CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE MANDATEE -  
PROTOCOLE DE CLOTURE AVEC LA SA ELIT

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 7 novembre 2011 (N° D-2011-214) la Ville de Sète a confié à la SA ELIT le mandat de maîtrise d'ouvrage de la réalisation de la réhabilitation du Groupe Scolaire Langevin (maternelle et primaire)., dans le cadre des dispositions prévues :

A la loi n°83.597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locale

A la loi N° 82740 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Aux articles L 300-4 alinéa 3 et R 321-20 du code de l'urbanisme

A l'article L.1521-1 et suivant du C.G.C.T.

Aux articles 33 alinéa 3, 57 et 59 du code des marchés publics

Par lettre du 29/01/2015, la Ville a informé la SA ELIT de l'abandon du projet et a demandé la résiliation de la convention de mandat.

Dès lors, il convient de procéder à la clôture financière du mandat confié à la SA ELIT dans le cadre de cette réhabilitation.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'adopter le bilan de clôture de celle-ci au 31 mars 2015, faisant apparaître :

Un total de dépenses de	<b>274 264.15 €</b>
Un total de recettes de	<b>308 636,33 €</b>

Donnant un solde de clôture de **34 372,18 €** dû à la Ville par la SA ELIT selon le bilan de clôture établi par la SA ELIT.

Cette somme sera réglée sur présentation d'un titre de recette.

Je vous demande donc de m'autoriser à clôturer cette mission.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

<b><u>DECIDE</u></b>	d'abandonner le projet de réalisation de réhabilitation du Groupe Scolaire Langevin,
<b><u>ENTERINE</u></b>	la résiliation de la convention de mandat passée avec la SA ELIT
<b><u>APPROUVE</u></b>	le bilan de clôture présenté par la SA ELIT à qui est donné quitus entier et définitif pour les missions confiées,
<b><u>AUTORISER</u></b>	le Maire ou son représentant à signer le protocole de clôture joint ainsi que tous actes et documents y afférent
<b><u>AUTORISER</u></b>	le Trésorier Municipal à en faire recette inscrite au budget principal de la ville sous l'imputation : Nature : 204182    Fonction : 213    Service : BATMAIN    Opération : 09010

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,  
ABSTENTION : 2

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-148**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**FINANCES**

**Objet :** GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN - CLOTURE AUTORISATION DE PAIEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14,

**Vu** la délibération du 28/01/2009 (D 2009-0011) autorisant la création de l'autorisation de programme GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN

**Vu** les autorisations de programme approuvés antérieurement par délibération des conseils municipaux suivants :

- N°2009-351 en date du 9 décembre 2009
- N° 2010-246 en date du 13 octobre 2010
- N° 2011-117 en date du 14 juin 2011
- N° 2013-285 en date du 17 décembre 2013

Considérant que les travaux d'aménagements sont terminés, il y a lieu de procéder à la clôture de l'autorisation de programme afférente. Celle-ci s'est exécutée de la façon suivante :

Titre AP	N°	Montant dépenses	Montant recettes	Charge nette
GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN	09010	308 636,33 €	34 372,18 €	274 264,15 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


**CLOTURE** L'autorisation de programme

**AUTORISE** Le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,  
ABSTENTION : 2

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*

EXTRAIT DU  
REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
**D-2015-149**

**CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015**

**ACTION SOCIALE**

**Objet : ASSOCIATION "CLUB DES AINES SETOIS" - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTION D'OBJECTIFS**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyés par les personnes publiques, prévoit la signature de conventions d'objectifs avec les associations qui reçoivent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 €.

Ainsi dans le cadre de son projet politique, la Ville souhaite apporter son soutien aux associations répondant à l'intérêt public local.

Le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les sétôis des solidarités plus fortes.

Afin d'accompagner l'association du « Club des Aînés Sétois » qui contribue au bien être et à l'épanouissement de nos aînés en proposant des activités adaptées, la ville a souhaité conclure avec l'association un contrat annuel afin de soutenir son action.

Il vous est proposé d'attribuer à l'association « Club des Aînés Sétois » une subvention de 73 000.00 € au titre de l'exercice 2015.

Cette convention a également pour but de clarifier le cadre juridique des relations financières entre la collectivité et l'association tout en respectant le droit communautaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

**APPROUVE**

le versement d'une subvention de 73 000.00 € à l'association « Club des Aînés Sétois »

**ADOpte**

la présente convention,

**AUTORISE**

le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme  
Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

*La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.*